

COMMUNIQUÉ DE LA DÉLÉGATION DES ONG AU CCP



JUIN 2018

TABLE DES MATIÈRES

TEXTE INTRODUCTIF 5

POINT 1.3 DE L'ORDRE DU JOUR: RAPPORT DU DIRECTEUR EXÉCUTIF 7

POINT 1.4 DE L'ORDRE DU JOUR: RAPPORT DU PRÉSIDENT DU COMITÉ DES ORGANISATIONS COPARRAINANTES 8

POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR: MISE À JOUR SUR LE PANEL D'EXPERTS INDÉPENDANTS SUR LA PRÉVENTION ET L'INTERVENTION EN MATIÈRE DE HARCÈLEMENT, Y COMPRIS LE HARCÈLEMENT SEXUEL, L'INTIMIDATION ET L'ABUS DE POUVOIR AU SECRÉTARIAT DE L'ONUSIDA 10

POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR: DÉCLARATION DU REPRÉSENTANT DE L'ASSOCIATION DU PERSONNEL DU SECRÉTARIAT DE L'ONUSIDA 12

POINT 6 DE L'ORDRE DU JOUR: CADRE UNIFIÉ DU BUDGET, DES RÉSULTATS ET DES RESPONSABILITÉS (UBRAF) 14

POINT 8 DE L'ORDRE DU JOUR: SUIVI DU SEGMENT THÉMATIQUE DE LA 41E RÉUNION DU CONSEIL DE COORDINATION DU PROGRAMME 16

POINT 10 DE L'ORDRE DU JOUR : SEGMENT THÉMATIQUE: METTRE FIN À LA TUBERCULOSE ET LE SIDA: UNE RÉPONSE COMMUNE À L'ÈRE DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE 17

PARTENARIAT MONDIAL POUR ÉLIMINER TOUTES LES FORMES DE STIGMATISATION ET DE DISCRIMINATION 19

LA DÉLÉGATION DES ONG EN ACTION LORS DU 42^E



TEXTE INTRODUCTIF

Marsha Martin, déléguée nord-américaine

La 42^e Réunion du Conseil de Coordination du Programme de l'ONUSIDA (CCP) a eu lieu à Genève, en Suisse, du 26 au 28 juin 2018, sous la direction de sa nouvelle présidente, l'Honorable Anne Wechsberg, Directeur, Division des Politiques, le Département du Développement International du Royaume-Uni. Ce CCP avait un ordre du jour très chargé et a fourni des mises à jour sur la gouvernance, les questions administratives et les ressources humaines, y compris la création d'un Panel d'Experts Indépendants pour examiner les pratiques antérieures et celles actuelles afin d'aborder les questions d'éthique en milieu de travail, y compris l'intimidation, l'abus de pouvoir et le harcèlement sexuel. En outre, ce CCP a soutenu une évaluation des progrès accomplis sur l'UBRAF jusqu'à présent et la mise en œuvre du nouveau mécanisme de financement à l'appui de la poursuite de la dotation en ressources des coparrainants des Nations Unies, tel que convenu dans le nouveau modèle opérationnel; et, une évaluation des engagements et des capacités des États Membres, afin de mieux surveiller et de rapporter sur les dépenses de fonctionnement liées au VIH, les changements de politiques et les progrès accomplis par le programme vers les objectifs mondiaux 90-90-90. Le Segment Thématique sur la lutte contre la Tuberculose dans le contexte des trois zéros et d'achever la fin du SIDA jusqu'à 2030 a doté les membres du CCP et les observateurs de l'expérience directe quant aux défis dans la lutte contre le VIH et la stigmatisation associée. Un appel a été lancé pour renouveler l'engagement dans la lutte contre le VIH et la Tuberculose, et il a été noté que le gouvernement néerlandais ira convoquer une session extraordinaire à La Haye sur la Tuberculose et le Forum Afrique Japon sera l'hôte d'une réunion parallèle axée sur l'Approche des Droits Humains à la Tuberculose pour améliorer la Santé des Villes à la Réunion de Haut Niveau sur la Tuberculose en juillet 2018.

La Délégation des ONG a participé activement au cours de la réunion, et a encouragé le Programme Conjoint et les États Membres à respecter leurs engagements pour améliorer les ressources des communautés et de la

société civile et de travailler vers 'l'engagement significatif des personnes vivant avec le VIH' dans tous les aspects de leur programmes nationaux et des politiques et le travail de planification. Nous avons maintenu notre position que l'ONUSIDA dont nous avons besoin doit faire les choses différemment, au siège et sur le terrain, surtout quand il s'agit de répondre aux comportements contraires à l'éthique en milieu de travail, y compris le harcèlement sexuel, l'intimidation et l'abus de pouvoir en milieu de travail chez l'ONUSIDA.



Unique à ce CCP a été l'accord de l'importance des médias et de la communauté mondiale quant à la révision et à la discussion à ce propos, et d'une multitude de réponses publiques et privées aux allégations d'inconduite sexuelle à l'ONUSIDA. La Délégation des ONG a suivi les questions soulevées et a organisé plusieurs consultations avec la société civile afin de recueillir des commentaires, donner une voix aux préoccupations et recevoir des recommandations pour aller de l'avant, y compris l'identification des meilleures pratiques en matière de harcèlement sexuel et problèmes associés en milieu de travail. Beaucoup de ce que la Délégation des ONG a appris a été partagé avec les États Membres dans les réunions

préparatoires et à la réunion du conseil d'administration, y compris la nécessité de l'ONUSIDA à créer un environnement sécuritaire pour les personnes victimes de harcèlement à ne pas hésiter à les dénoncer. En outre, deux membres de la Délégation des ONG a travaillé avec et à travers le Bureau du CCP pour faire entendre la voix et les expériences de la société civile aux délibérations du Panel d'Experts Indépendants, de sa charge et son adhésion potentielle.

Comme dans le cadre des réunions précédentes, la Délégation des ONG a été très occupé avec plus de 28 réunions avec les États Membres, les coparrainants et les observateurs de la société civile pour mieux comprendre les questions en suspens et d'écouter de nouvelles possibilités pour le renforcement du rôle des communautés et de la société civile dans la réalisation des cibles 2030. Afin de donner suite à la 42^e réunion du CCP, la Délégation des ONG est en train d'organiser une session extraordinaire au SIDA 2018. Joignez-vous à nous.

POINT 1.3 DE L'ORDRE DU JOUR: RAPPORT DU DIRECTEUR EXÉCUTIF

Trevor Stratton, délégué nord-américain



Michel Sidibé a rappelé le CCP qu'alors qu'on a moins de mille jours pour l'étape accélérée 2020, les ressources financières disponibles pour l'ONUSIDA sont inférieures d'à peu près 27%, et seulement environ la moitié des personnes

vivant avec le VIH ont accès aux traitements.

Pouvons-nous continuer à croire que nous atteindrons nos objectifs pour 2020 (qui arrive à grand pas) avec des ressources insuffisantes et le manque de réponses aux appels à renforcer les partenariats et la création d'environnements propices aux personnes vivant avec le VIH, des gens en déplacement, des femmes et des populations clés?

Où est le quart manquant pour la prévention afin de réduire les nouvelles infections?

Quelle est la réalité de combien de personnes, qui ont l'accès au traitement, sont vraiment conservées avec des soins?

Où est le financement de l'ONUSIDA, dont nous avons besoin?

Pour que l'ONUSIDA puisse continuer à travailler efficacement avec des ressources limitées, il faut augmenter sa solidarité envers la réponse avec les communautés et atteindre des groupes d'autres circonscriptions, en particulier ceux qui sont laissés pour compte, telles que les personnes en déplacement, les Peuples Autochtones et les communautés Trans. Nous avons besoin de pouvoir suivre l'évolution naturelle et rapide de la gestion de l'information stratégique vers l'utilisation des moyens technologiques qui puissent améliorer la communication entre l'ONUSIDA et les populations clés, comme par exemple, les jeunes, les gens qui vivent éloignés, les personnes qui font face à des barrières linguistiques, etc.

POINT 1.4 DE L'ORDRE DU JOUR: RAPPORT DU PRÉSIDENT DU COMITÉ DES ORGANISATIONS COPARRAINANTES

Lumumba Musah, délégué africain

Comme avec les précédentes réunions de l'ONUSIDA, le Comité des 11 Organisations Coparrainantes (CCO), a présenté un [rapport](#) par le biais de leur président, Mr. Filippo Grandi, du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés.

Mr. Filippo a présenté un résumé de ce que le Programme Conjoint dans son ensemble a été capable de réaliser, en soulignant certaines missions, des succès ainsi que les lacunes dans la réponse au VIH, qui ont besoin d'une



attention urgente. En outre, il a partagé que les Chefs Exécutifs des organismes coparrainants se sont félicités de la discussion sur le harcèlement sexuel, où ils ont exprimé le besoin urgent pour tout le monde d'investir leur meilleurs efforts vers la tolérance zéro à l'égard des actes de harcèlement et un maximum de responsabilité.

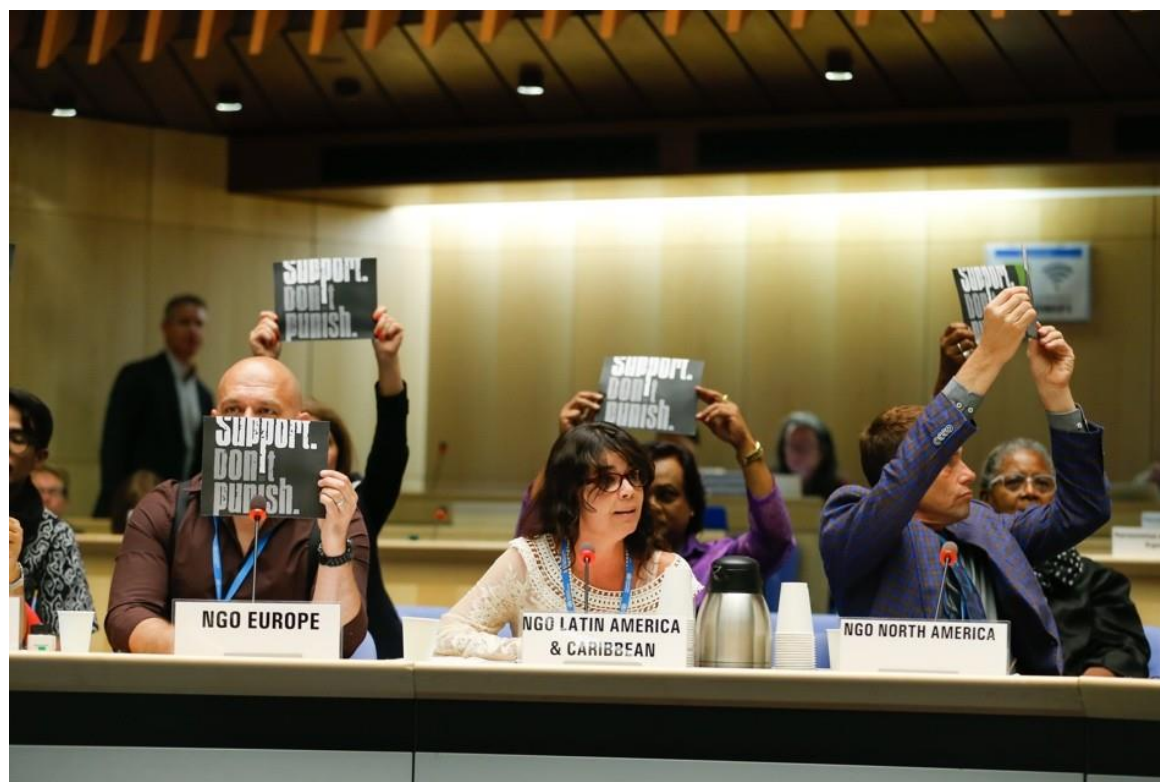
En tant que Délégation des ONG, nous avons souligné que la réponse au VIH n'était pas seulement des numéros, mais au fait des personnes et des vies. Nous avons constaté qu'il y a une nécessité urgente de changer le récit des personnes et des communautés qui sont laissées pour compte, pour des plans de rattrapage pour

s'assurer que leurs besoins et priorités émergentes sont soutenus par une intervention axée sur la communauté. Nous avons également souligné la nécessité d'un rapport axé sur les personnes, qui communique avec les indicateurs de la qualité de vie et l'impact des interventions, plutôt que d'un rapport axé sur les résultats et motivé politiquement, pour les numéros.

La délégation des ONG a en outre souligné la nécessité des organismes coparrainés de tenir compte des besoins des personnes les plus touchées au niveau des pays ainsi que leur capacité à offrir le soutien aux communautés et de défendre les droits humains chez les personnes en situation d'urgence, plutôt que leurs mandats opérationnels.

POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR: MISE À JOUR SUR LE PANEL D'EXPERTS INDÉPENDANTS SUR LA PRÉVENTION ET L'INTERVENTION EN MATIÈRE DE HARCÈLEMENT, Y COMPRIS LE HARCÈLEMENT SEXUEL, L'INTIMIDATION ET L'ABUS DE POUVOIR AU SECRÉTARIAT DE L'ONUSIDA

Alessandra Nilo, déléguée de l'Amérique Latine et des Caraïbes



Depuis février de cette année, plusieurs efforts ont été déployés par l'ONUSIDA de façon à renforcer les politiques visant à prévenir et à gérer les questions associées à l'exploitation sexuelle, l'abus et le harcèlement, y compris [un plan d'action](#) interne.

L'Association du Personnel du Secrétariat de l'ONUSIDA a aussi été très actif, comme indiqué dans leur rapport (veuillez-vous reporter au point 4 de l'ordre

du jour pour le lien du rapport) pour ce CCP. Ces thèmes ont été largement discutés dans le cadre du [point 2 de l'ordre du jour](#) du 42^e CCP.

Le Panel d'Experts Indépendants – la première initiative par une entité des nations UNIES – est actuellement en cours. Afin de garantir l'indépendance, le Bureau du CCP est responsable de sa surveillance et gestion et l'ONUSIDA n'est pas impliqué dans le processus. Les candidatures pour le Panel d'Experts Indépendants ont été ouvertes et acceptées par [Russel Reynolds](#), une société spécialisée dans la recherche de cadres engagé par contrat pour assembler la liste préliminaire des panélistes – jusqu'au 25 juin 2018. À ce stade, le Bureau informera bientôt le candidat à la présidence. La Délégation des ONG au CCP a participé à ce processus, par biais de nos représentants au Bureau du CCP, et nous attendons avec intérêt les recommandations du Panel d'Experts Indépendants à la 43^e Réunion du CCP en décembre. Lors de ce CCP, nous avons exigé une approche globale dans toutes les parties de l'ONUSIDA, y compris la conception du programme, les ressources humaines, les finances, la recherche, de la formation, de l'éthique et de l'évaluation; couvrant le personnel à tous les niveaux, soit au siège, soit sur le terrain. Nous avons également souligné l'importance de l'engagement – et des investissements – de l'ONUSIDA pour lutter contre l'exploitation sexuelle et les abus, l'abus de pouvoir et de harcèlement sexuel, en tenant compte que ceux sont les mêmes problèmes de ravitaillement de l'épidémie du SIDA. Nous avons tous été et resterons ensemble, en exigeant la tolérance zéro à l'égard de cette question.

POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR: DÉCLARATION DU REPRÉSENTANT DE L'ASSOCIATION DU PERSONNEL DU SECRÉTARIAT DE L'ONUSIDA

Humphrey Ndondo, délégué africain



Il est très encourageant de constater que l'Association du Personnel du Secrétariat de l'ONUSIDA (USSA) recueille régulièrement des données auprès du personnel pour mettre à jour leur plaidoyer interne. L'utilisation de preuves pour éclairer les décisions est encourageante et devrait être saluée. Toutefois, il est très décourageant que comme un phare de défense des droits humains, de la non-discrimination et d'une tolérance zéro à l'égard de harcèlement, y compris le harcèlement sexuel, l'intimidation et l'abus de pouvoir, la USSA note qu'il existe des rapports de harcèlement toujours en

cours à l'ONUSIDA. Ce qui est plus inquiétant, c'est que les rapports incluent la discrimination fondée sur leur statut VIH.

La délégation des ONG salue le [plan d'action en cinq points](#) mis en œuvre et suivra de près les résultats des travaux du Panel d'Experts Indépendants sur le harcèlement sexuel. Nous considérons qu'il y a besoin de faire preuve de prudence dans la prévention et le traitement du harcèlement en milieu de travail, y compris un changement de culture qui valorise et encourage la tolérance de la diversité et atténue TOUTES les formes de harcèlement, y compris le harcèlement sexuel, l'intimidation et l'abus de pouvoir. L'Association du Personnel s'est engagé à atteindre l'objectif de tolérance zéro à l'égard de harcèlement, vers 2020, et nous voulons voir un plan d'action pour la réalisation de cet objectif, ainsi que faire des rapports régulièrement dans leurs enquêtes avec le personnel, de les encourager et que ces sondages soient répétés tous les six mois afin de mieux suivre les progrès.

Nous félicitons l'ONUSIDA d'être exemplaire dans ses efforts visant à atteindre la parité entre les sexes. Nous encourageons que ces efforts soient reflétés dans la prise de décision et la gestion des positions tout au long du programme conjoint. En outre, nous encourageons l'ONUSIDA à être sensible dans son analyse de genre et de refléter la composition de diversité Trans et des personnes avec une identité de genre non-conforme au sein de leur personnel.

Enfin, nous voulons souligner que pour résoudre ceux-ci, ainsi que d'autres aspects liés aux ressources humaines et opérationnels, qu'ils ne soient pas considérés comme périphériques à nos efforts visant à mettre fin au SIDA, mais au cœur de la réponse pour mettre fin au SIDA et à la #UNAIDSWeNeed. Voir le lien vers le rapport de l'USSA [ici](#).



POINT 6 DE L'ORDRE DU JOUR: CADRE UNIFIÉ DU BUDGET, DES RÉSULTATS ET DES RESPONSABILITÉS (UBRAF)

Aditia Taslim, déléguée de l'Asie et du Pacifique

Le Cadre Unifié du Budget, des Résultats et des Responsabilités (UBRAF) est l'activité principale du CCP. À chaque mois de juin, à la Réunion du CCP I', UBRAF est un point permanent dans l'ordre du jour

avec trois rapports principaux présentés: [Performance](#) (2016-2017), [Information Financière](#) (2016-2017), et la [Mise en œuvre du Plan d'Action du Programme Conjoint](#). Les rapports se concentreront sur les réalisations, les défis et les projets d'avenir des 11 coparrainants contre les huit Secteurs de Résultats de Stratégie; la contribution du Secrétariat de l'ONUSIDA sur les cinq Domaines Stratégiques des Résultats; et les résultats globaux du Programme Conjoint par les six régions de l'ONUSIDA; les dépenses financières; et, les progrès sur le nouveau Plan d'Action du Programme Conjoint, connu comme enveloppes-pays.

La Délégation des ONG a noté que malgré les réductions du financement, nous avons, pour la première fois, atteint plus de la moitié des PVVIH sous traitement à l'échelle mondiale. Cependant, il a également été noté que des progrès ont été insuffisants dans les pays avec des programmes accélérés (fast track), où la plupart des fonds sont allés. Le rapport de 600 pages, excessivement exhaustif, a rendu difficile de comprendre l'impact global. En outre, dans de nombreux pays, des populations clés et des organisations de la société civile n'ont pas été impliqués dans le processus de prise de

décision des enveloppes-pays. Les obstacles structurels restent un défi majeur dans la mise en œuvre du Programme Conjoint, pourtant, l'investissement dans ce domaine ne s'est pas amélioré, similaire au quart de l'investissement manquant qui doit aller à la prévention.

La Délégation des ONG a exhorté le Programme Conjoint et les États Membres à accroître l'investissement dans la société civile et les initiatives des communautés et leur engagement dans le processus décisionnel. Nous avons également fait un appel au Secrétariat de l'ONUSIDA pour mieux communiquer sur leurs réalisations par soucis de clarté, responsabilisation et transparence, et dans le cadre d'un mécanisme de contrôle impliquant la société civile. Nous avons accueilli le lancement du [Portail pour la Transparence](#) comme un moyen d'avancer.

POINT 8 DE L'ORDRE DU JOUR: SUIVI DU SEGMENT THÉMATIQUE DE LA 41^E RÉUNION DU CONSEIL DE COORDINATION DU PROGRAMME

Ferenc Bagyinszky, délégué européen



Le 41^e Segment Thématique du CCP le 14^e décembre 2017 a couvert le sujet de "Zéro Discrimination dans les Milieux de Soins de Santé". Comme l'indique le rapport sur la Mise à Jour sur les Mesures visant à Réduire la Stigmatisation et la Discrimination sous Toutes Ses Formes (point 5 de l'Ordre du Jour du 41^e CCP), la discrimination et la stigmatisation sont les principaux obstacles, en particulier dans les établissements de soins de santé, à l'accès à la prévention, au traitement et aux services de soins du VIH.

Dans nos interventions, nous nous sommes concentrés sur les expériences personnelles vécues de nos communautés pour mettre

en évidence l'impact dévastateur de la stigmatisation et de la discrimination sur les populations clés et comment la stigmatisation liée au VIH est un problème majeur dans les établissements de soins de santé qui touchent également le personnel de santé vivant avec le VIH.

À titre de suivi du Segment Thématique, ce CCP a approuvé plusieurs Points de Décision (PDs), dont beaucoup ont été suggérés par la Délégation des ONG, appelant, en ligne avec des PDs du précédent CCP, l'établissement et l'amélioration des mesures existantes pour vérifier les progrès dans ce domaine, qui devraient être systématiques dans le suivi des réponses au SIDA, et en lui demandant un rapport sur les progrès accomplis lors d'une future réunion du CCP.

POINT 10 DE L'ORDRE DU JOUR : SEGMENT THÉMATIQUE: METTRE FIN À LA TUBERCULOSE ET LE SIDA: UNE RÉPONSE COMMUNE À L'ÈRE DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sonal Mehta, déléguée de l'Asie et du Pacifique



La Tuberculose associée au VIH présente un risque pour la réalisation des

Objectifs de Développement Durable, de la Stratégie Accélérée de l'ONUSIDA et les Objectifs de la Stratégie pour Mettre Fin à la Tuberculose pour mettre fin à ces deux épidémies vers 2030. La Réunion de Haut Niveau des Nations Unies 2018 "Unis pour Mettre Fin à la Tuberculose: Une Réponse Globale Urgente à une Epidémie Mondiale" offre une occasion unique d'élever l'importance de mettre fin à l'épidémie de Tuberculose et de réfléchir sur la contribution de la Tuberculose liée au VIH. Sans actions efficaces et durables, les besoins des populations les plus vulnérables ne seront pas satisfaits.

La Tuberculose continue d'être la première cause d'hospitalisation et de décès chez les personnes vivant avec le VIH, malgré l'existence de mesures efficaces de prévention et de traitement. Un décès lié au VIH sur trois était dû à la Tuberculose en 2016. Alors que les décès dus à la Tuberculose globale ont diminué de 37% entre 2000 et 2016, les décès dus à la Tuberculose parmi les personnes vivant avec le VIH n'ont chuté que de 23% au cours de la même période. La Tuberculose multi résistante continue d'être une menace importante pour les personnes vivant avec le VIH et contribue à des taux plus élevés de mortalité.

Soutenue par à peu près 35 membres du groupe consultatif de la société civile, la Délégation des ONG a contribué pour le document thématique de base, des bonnes pratiques, des études de cas et des sessions pour faire entendre les voix de la communauté et des représentants de la société civile pour des sessions.

Nous avons eu quatre orateurs puissants dans trois sur les quatre sessions de la journée. Nos principaux objectifs étaient de plaider pour l'amélioration de l'investissement et la participation des personnes touchées et vivant avec le VIH en réponse à la Tuberculose; s'assurer du soutien politique et des engagements pour l'investissement dans la société civile; assurer l'accès universel à la prophylaxie à l'Isoniazide, les outils de diagnostic plus récents (comme GeneXpert), la recherche sur les vaccins et la qualité de traitement de la Tuberculose pour tous, y compris les PVVIH; et, du travail en vue d'identifier les populations clés (groupes prioritaires) pour la Tuberculose et la coinfection VIH/Tuberculose, tels que les peuples autochtones, les mineurs, etc.

Dans nos interventions, nous avons mis en évidence la nécessité d'atteindre les exclus, car la Tuberculose est la première cause de mortalité pour nos populations. Nous avons également évoqué la nécessité de garantir les investissements dans les options de traitements tolérables pour les personnes vivant avec le VIH.

PARTENARIAT MONDIAL POUR ÉLIMINER TOUTES LES FORMES DE STIGMATISATION ET DE DISCRIMINATION

Devanand Milton, délégué de l'Amérique Latine et les Caraïbes
Valeriia Rachynska, déléguée européenne



Le 29-30 juin 2018, le Réseau Mondial des Personnes Vivant avec le VIH (GNP+), en collaboration avec la Délégation des ONG, a organisé la première consultation de la société civile à Genève sur la façon d'accélérer les

engagements signés par les États-Membres pour l'éradication de la stigmatisation et la discrimination liées au VIH.

Des représentants des réseaux clés mondiaux de la population, des groupes communautaires et des organisations de la société civile se sont rencontrés pour discuter le 'Pacte Mondial pour Éliminer Toutes les Formes de Stigmatisation et de Discrimination, une proposition qui a émergé à partir du

^e
41 CCP de l'ONUSIDA, par l'initiation de la Délégation des ONG. Les co-organisateurs de cette proposition sont des Femmes de l'ONU, du PNUD, de l'ONUSIDA,, de la Délégation des ONG au CCP et du GNP+.

Au cours de la consultation, on s'est mis d'accord que l'objectif du Pacte Mondial, qui a été proposé pour être renommé "Partenariat Mondial" est un appel aux États Membres, aux organismes des Nations Unies, aux donateurs bilatéraux et multilatéraux, aux organisations non-gouvernementales et aux communautés afin de catalyser et accélérer la traduction des engagements politiques existants et fournir une preuve de base qui puisse permettre le changement des politiques et les interventions programmatiques afin de mettre fin à toutes les formes de stigmatisation et discrimination liées au VIH et soutenir les efforts de programmes accélérés dans les pays pour mettre fin au SIDA comme une menace de santé publique vers 2030.



Sasha Volgina, ancienne déléguée des ONG européennes, est la Directrice des Programmes du GNP Plus, qui est le coresponsable du Partenariat Mondial.

Le Partenariat Mondial vise également à rapprocher la lacune de données sur la stigmatisation et la discrimination liées au VIH, pour éclairer les politiques et les programmes de mise en œuvre, promouvoir la responsabilisation et démontrer des progrès mesurables à fin de réduire la discrimination et la stigmatisation liées au VIH dans toute la population.

La stigmatisation liée au VIH et la discrimination peuvent se manifester différemment selon les paramètres et donc peuvent nécessiter différentes approches et considérations lors des interventions. Le Partenariat Mondial a l'objectif de s'engager avec tous les acteurs afin de réduire la stigmatisation et la discrimination sous

toutes ses formes, en particulier dans les endroits où la stigmatisation et la discrimination se produisent, par exemple, dans les établissements de santé, les milieux de travail, les milieux de l'enseignement, et dans l'environnement

juridique. Des questions telles que l'accès à l'assurance et au logement ont également été discutés. La prochaine étape de cette initiative implique des consultations nationales dans certains pays. Plus d'informations seront partagées dans le site Web de la délégation des ONG.